

Marielle de Sarnez, Vice-Présidente du Mouvement Démocrate et Députée européenne était l'invitée des premiers ateliers d'été de l'Espoir à gauche. Elle s'est exprimée dans le cadre de la table ronde consacrée à « une nouvelle majorité progressiste pour la France : comment et avec qui ? ». (*Seul le prononcé fait foi*).

Vous m'avez invitée. J'y ai été très sensible. J'ai accepté votre invitation, je veux vous dire pourquoi.

Nous venons d'horizons divers. Nous exprimons des histoires, des idées qui peuvent être différentes. Nos parcours, nos itinéraires respectifs, nos chemins ne sont pas les mêmes. Et c'est heureux. Nos émotions, nos indignations, nos priorités, notre appréhension du monde ne sont pas toujours les mêmes non plus. Et c'est tant mieux.

Nous venons d'horizons divers mais nous partageons la même inquiétude pour notre pays. Et nous portons, je le crois, pour l'essentiel, le même jugement sur le pouvoir en place. Nous n'aimons ni sa façon de faire, ni sa façon d'être.

Un pouvoir qui aggrave les inégalités.

Nous n'acceptons pas qu'il fragilise certains des piliers de notre république, alors qu'il nous faudrait au contraire les renforcer dans les temps de délitement et de perte de repères que nous vivons. Tout ce qui permet de construire un pays : une éducation de qualité, respectée, soutenue ; une recherche de pointe, qu'elle soit fondamentale ou appliquée ; un système de santé dont chacun soit sûr, patients et médecins, et personnels de soin ; une justice équitable ; des forces de l'ordre républicaines sereines parce qu'assurées de leur mission, de leurs moyens et de leurs règles ; une société d'intégration active ; tout cela est aujourd'hui fragilisé, déstabilisé, sans perspectives.

Nous n'acceptons pas que ce pouvoir ait renoncé, idéologiquement, à faire vivre notre principe d'égalité, qu'il continue d'aggraver les inégalités déjà si lourdes de la société française. Je pense à la transmission d'héritage. Je pense au bouclier fiscal. Surtout dans un moment où les efforts à consentir vont peser exclusivement sur les classes moyennes.

Nous sommes en désaccord profond avec sa façon d'être. Nous récusons l'ultrapersonnalisation du pouvoir, son hégémonie, et sa partialité. La démocratie, c'est le pouvoir pour le peuple, et non pour les amis du pouvoir. Et la démocratie, c'est le pouvoir avec limites et non sans limites. C'est pourquoi, nous soutenons depuis longtemps l'idée d'une République nouvelle, d'une VIème République, qui institutionnalise une séparation réelle des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif, le judiciaire, mais aussi le monde des affaires, et le monde des médias. Un pouvoir qui organise en son sein des contre-pouvoirs réels, renforce celui de l'Assemblée en changeant le mode de scrutin pour

qu'enfin la France, toute la France, dans ses diversités, soit représentée dans notre Parlement.

Nous venons d'horizons divers, mais si nous croyons qu'il y a de l'insupportable dans ce qui se fait aujourd'hui, et qu'un nouveau monde est à dessiner, alors ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous oppose.

Construire ensemble l'idéal républicain.

Nous voyons la politique comme un idéal. Nous ne voulons pas sacrifier la fin aux moyens. Nous ne voulons pas de la marchandisation du monde. Nous ne nous résignerons jamais à la croissance des inégalités, entre les Français, entre les peuples européens, comme entre les citoyens du monde. Nous considérons que la politique existe non pas pour être mise au service des puissants, mais des plus fragiles. Nous croyons aux vertus de la devise républicaine « liberté, égalité, fraternité ». Nous voulons construire une véritable démocratie. Respectueuse, responsable, généreuse, solidaire et durable.

J'ai la conviction que tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans le pouvoir actuel, et croient dans un autre idéal, ont beaucoup à partager. Tous ceux qui n'ont pas renoncé – je vais employer le mot le plus rassembleur, à l'idéal républicain, ont à faire ensemble. À construire ensemble cet idéal républicain, non pas comme il a été, mais comme la crise exige qu'on le pense pour demain. À construire ensemble un espoir pour un peuple. Peut-être même un espoir pour un peuple, qui s'adresse aussi aux autres peuples. Ils ont à voir plus large pour aller plus loin.

Tous ceux qui partagent ces convictions ont à faire ensemble.

Ensemble. Pas les uns sans les autres. Et pas les uns contre les autres. S'ils sont les uns contre les autres, dans le dénigrement perpétuel, c'est fini. Non seulement ils ne gagneront pas, mais même l'espoir ne verra jamais le jour. Et même s'ils sont les uns sans les autres, je crains que le résultat soit aussi décevant.

Or il importe au plus haut point que cet espoir voie le jour. Qu'un espoir voie le jour.

Et il y a urgence. Car ce qui va se jouer dans trois ans, ce ne sera pas la question classique d'une alternance entre forces politiques opposées. Ce ne sera pas la couleur de la prochaine Assemblée. Ce ne sera pas non plus la seule question d'inflexion des politiques suivies. Ce ne sera même pas la seule question du changement de Président de la République, et pourtant nous savons tous ça ici que ça compte beaucoup ! Non. Ce sera beaucoup plus que tout cela. La question à laquelle les Français devront répondre portera sur le modèle de société que nous voulons bâtir pour le siècle qui vient, et que nous laisserons à nos enfants, et aux enfants de nos enfants. Ce n'est plus une question

pour la politique. C'est une question pour l'histoire. Et nous devons être les pionniers de ce monde nouveau.

Un nouveau modèle de développement à définir.

Oui, il y a un nouveau modèle de développement à définir.

Nous sommes à la fin d'un cycle. La crise financière, économique et sociale que le monde traverse n'est pas le fruit du hasard. Elle n'est pas un accident, ou un simple dérapage. C'est la conséquence logique d'un système d'ultra financiarisation, où la spéculation financière et l'envie de profits toujours plus importantes, l'ont emporté sur toute autre considération.

Les marchés financiers ont imposé une économie virtuelle qui avait peu à voir avec l'économie réelle. La question essentielle est là : sommes-nous du côté de ceux qui veulent, malgré quelques déclarations verbales ci et là, conserver ce système et donc revenir au statu quo d'avant crise – c'est la position du pouvoir en place et de ses amis- ou bien voulons-nous changer de système, et construire un nouveau modèle ? Sur ce point, je suis sûre que nous nous retrouvons : nous avons besoin d'un nouveau modèle de développement. Plus sobre, plus juste, plus durable. Avec de nouvelles formes de production et de consommation. Qui privilégie le long terme sur le court terme dans tous les domaines.

Et d'ailleurs l'impôt devrait être là pour ça. Ce qui veut dire que nous avons besoin d'une profonde réforme fiscale. Pour mettre en œuvre une fiscalité qui, à la fois réduise les inégalités, et accompagne la protection de la planète. Cette fiscalité nouvelle devra favoriser le long terme et les investissements durables, et pénaliser le court terme. Je pense par exemple aux opérations purement spéculatives et sans fondement économique. Et je crois que la réflexion autour de la taxe Tobin n'est pas vaine. Cette taxe sur les transactions financières est un instrument politique à notre disposition pour tenter de changer les comportements des acteurs de la planète finance. Nous devons nous en saisir.

Comme nous devons changer les règles en matière d'aides d'État. C'est une honte de voir que les milliards engagés au profit des banques, l'ont été sans aucune contrepartie réelle. C'est une honte de voir encore cet été les bonus accordés aux cadres et aux traders des banques qui ont reçu le soutien financier de l'État, c'est-à-dire, faut-il le rappeler, des contribuables que nous sommes. Oui, nous devons changer les règles et c'est assez simple : il suffit de décider que, chaque fois que l'État intervient de façon conséquente, ses représentants siègent aux conseils d'administration et peuvent exprimer un droit de veto sur toute décision contraire à la défense de l'intérêt général.

De la même manière, nous ne pouvons pas laisser les hauts revenus augmenter régulièrement, giflant symboliquement le reste des Français, accroissant chaque jour davantage les inégalités, et ce d'autant plus que le pouvoir d'achat des classes moyennes, lui, diminue. Il nous faut donc retrouver le chemin d'autres valeurs et notamment celles du partage et de la solidarité. Nous devons mettre fin aux salaires abusifs, en les corrigeant par la fiscalité. Comme cela a été fait dans d'autres pays européens. Et même aux États Unis.

Une question de solidarité.

Ce nouveau modèle de développement il devra selon moi être fondé sur la solidarité.

Solidarité entre les générations. Je pense à la question des dettes improductives qui plombent toute marge de manœuvre, et qui inquiète, à juste titre, de nombreux responsables politiques français, de François Bayrou à François Hollande, Laurent Fabius ou Philippe Seguin.

Je pense aussi à la question des retraites que vous avez abordée hier. Notre population change. Malgré le meilleur taux de natalité d'Europe, nous aurons en 2040 un tiers de la population qui aura plus de 65 ans et une durée de vie moyenne qui se prolongera jusqu'à 89 ans pour les femmes et 84 ans pour les hommes. En moyenne. C'est considérable. Nous devons ouvrir de nouvelles pistes : celle de la retraite par points mérite d'être étudiée. Celle d'un changement de rythme dans la vie professionnelle aussi : commencer à travailler moins, autant que possible, selon les métiers et selon les entreprises, dès l'âge de 55-60 ans et rester, si on le souhaite, après 65 ans, à son rythme, essentiellement afin de former des jeunes, être la mémoire d'une entreprise, d'une association. Enfin, nous devons traiter de la question de la pénibilité dans le travail d'une manière radicalement différente. Une société digne de ce nom ne devrait pas accepter que l'espérance de vie de certains de nos concitoyens soit moindre à cause de leur activité professionnelle. Voilà une réforme pour des démocrates : veiller à ce que, dans un parcours professionnel, un salarié ait un droit reconnu à ne pas exercer un travail pénible tout au long de sa vie.

Solidarité entre générations, enfin, autour de notre patrimoine écologique, l'air que nous respirons et qui nous protège de moins en moins du réchauffement, la terre qui nous nourrit, bien ou mal, selon comme on la traite, l'eau dont la qualité se détériore du fait des comportements humains. Tout le monde le pressent : nos conditions de vie vont considérablement évoluer. Que ce soit sous la contrainte réglementaire consécutive à la lutte contre le changement climatique ou tout simplement en raison du renchérissement inéluctable des énergies fossiles, tout notre système actuel de production et de consommation est au bord d'une révolution inéluctable. Il faut d'ailleurs le vivre comme une chance et non comme une contrainte. Et la future taxe carbone dont on parle beaucoup devra être conçue pour accompagner cette mutation, et surtout pas pour

remplacer la Taxe Professionnelle ! C'est une exigence que nous devrions défendre ensemble.

Bâtir un nouveau modèle de développement, remettre de la justice sociale, lutter contre les inégalités, mieux préparer l'avenir, construire une société juste et équilibrée, tout cela imposera de heurter des intérêts, des habitudes de pensée. Mais c'est moins difficile que d'accepter que se durcisse encore le monde que l'on construit en notre nom.

Un besoin vital de renouvellement.

C'est dire, mes chers amis, l'importance des rendez vous qui viendront en leur temps. C'est dire aussi que plus la cause est grande, plus les comportements et les attitudes des politiques engagés que nous sommes devront être à la hauteur.

J'en suis convaincue : les temps appellent des comportements nouveaux. Les enjeux sont tels que nous ne pouvons plus continuer les uns et les autres à nous enfermer dans le jeu d'attitudes stéréotypées, par exemple dans le jeu des alliances anciennes. Le monde change. La vie politique française doit changer aussi. Les lignes doivent bouger. Nous ne pouvons plus rester immobiles, figés dans nos certitudes respectives, et revendiquer pour l'avenir des stratégies du passé. Qui ne voit le terrible déficit de pensée qui menace la vie publique en France, comme en Europe ?

Nous avons vitalement besoin de renouvellement. Renouvellement des idées, des attitudes, des comportements. C'est pourquoi nous avons beaucoup à faire ensemble. Aucun d'entre nous, aucun des courants politiques de ce qu'on appelle « opposition », ne peut prétendre nourrir à lui seul cette réflexion, tant elle est vaste, tant elle oblige à des changements de pensée, à tourner le dos aux réflexes d'hier.

Je voudrais faire devant vous l'éloge de ce mouvement, de ce changement, qui consiste à abandonner les réflexes d'hier pour accepter les attitudes de demain. Je vous parle au nom d'une famille politique qui a coupé ses amarres pour rester fidèle à ses valeurs. Nous l'avons fait. Si je vous disais que c'est facile, vous ne me croiriez pas. C'est difficile, et c'est risqué. Mais c'est vivifiant.

Au fond, il y a deux attitudes possibles : choisir que rien ne change, ou bien accepter le changement, le changement des autres, et le changement pour soi-même.

Mes chers amis, ce que nous avons à construire ensemble est plus grand que ce que nous sommes. Soyons généreux. Soyons altruistes. Nous sommes différents. Mais nous pouvons construire ensemble. S'ouvrir à d'autres. Pour redonner de l'espoir, renouer avec un idéal. C'est comme cela que j'aime la politique. Merci de m'avoir invitée.